

**RÉPRESSION ET IMMIGRATION : DÉNONÇONS LA COMPLICITÉ ENTRE LES ÉTATS !****Des crimes quotidiens en mer !**

Pourtant, la réalité de l'immigration est chaque jour plus tragique. Le 26 février dernier, au matin, encore un naufrage en Méditerranée, en Italie, au large des côtes calabraises. La plupart des 250 personnes à bord sont mortes, sous une mer déchainée, à peine à quelques dizaines de mètres des côtes. Ils avaient quitté l'Afghanistan, l'Iran, le Pakistan, surtout des hommes, mais aussi des femmes et des dizaines d'enfants, seuls ou avec leur famille.

Cette tragédie aurait pu être évitée, mais l'Union européenne et le gouvernement italien ont décidé de déclencher une véritable guerre contre les immigré.e.s - en fermant et en militarisant les frontières, en bloquant et en criminalisant les ONG qui sauvent des vies humaines, en alimentant le racisme dans la société. Aux mêmes heures où les secouristes cherchent d'éventuels rescapé.e.s, Meloni (présidente du Conseil des ministres italien) et Piantedosi (ministre de l'Intérieur italien) réaffirment leur engagement « à empêcher les départs ».

Contre la complicité des états, nous devons agir !

Nous dénonçons donc cette complicité qui existe entre tous les États, qui d'une part alimentent les nombreuses guerres dans le monde, et d'autre part empêchent nos sœurs et frères de chercher une vie meilleure ailleurs, tout en arrêtant les personnes engagées et solidaires qui luttent pour le respect de la vie, la libre circulation, et contre le racisme et la xénophobie. S'engager pour défendre la vie est urgent et dépend de chacune et chacun d'entre nous.

Fabio D'Auria, bénévole de l'association antiraciste et interethnique **A3F**, à bord du navire de sauvetage en Méditerranée **Geo Barents**, de **Médecins Sans Frontières**, a répondu à l'interview de notre contact en Italie, Gianluca Petruzzo, pour le compte du périodique italien **La Comune** n° 418. (extrait)



"Comme on ne peut arrêter le désir des personnes à vivre, personne ne pourra arrêter notre engagement et notre désir de sauver des vies."

Le 18 février 2023, notre camarade de l'Union Syndicale Solidaires, Olivier, a été arrêté et mis en garde à vue au commissariat du 13^e arrondissement de Paris. Cela s'est passé dans la manifestation contre la loi Darmanin, lancée par l'UCIJ (Uni.e.s contre l'immigration Jetable).

Les raisons de l'arrestation d'Olivier, invoquées par la police, étaient « entrave à la circulation » et « outrage à agent ». Le parcours de la manifestation était bien autorisé par la préfecture. Mais la police laissait circuler les voitures dans le sens inverse du cortège sur une partie du parcours, mettant en danger les manifestant.e.s.

Le lendemain, le 19 février 2023, il y a eu un rassemblement en soutien à Olivier et pour exiger sa libération, devant le commissariat. A cette occasion, un autre camarade de l'Union Syndicale Solidaires a été arrêté, Benoît. Alors que la police commençait à nasser le rassemblement, Benoît s'est présenté comme le « référent du cortège ». Il a alors été invité pour « discuter » au commissariat. Il n'en est plus ressorti. Nouveau rassemblement donc le 20 février 2023 pour exiger leur libération. Le lundi 21 février, Olivier et Benoît étaient libres. Olivier a alors été déféré au parquet, devant un juge du TGI de Clichy. Il n'y a pas eu de comparution immédiate, mais une audience est prévue en juin.

Ces procédés sont scandaleux ! Mais malheureusement bien connus. La loi Darmanin fragilise encore plus les droits des immigrés.e.s. Le défenseur des droits est très critique et des associations comme la Cimade ou le Gisti alertent également contre le danger que cela représente. Sous prétexte de vouloir améliorer l'intégration, le gouvernement souhaite plus de contrôle et de restrictions des libertés.

